

Concours section : 3e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : KKCJO127 YZ

Nombre de pages : 8

12.50 / 20

Concours : 3<sup>ème</sup> CONCOURS

Epreuve : DROIT PENAL & PROCÉDURE PÉNAL - CAS PRATIQUE

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Monsieur Jacques R... dépose plainte au Commissariat de Lille le 26 janvier 2017 à l'encontre de son employeur Monsieur Grandchef. Le Commissariat diligente une enquête suite à cette plainte.

1. Quel est le type d'enquête adapté à cette situation ?

Il conviendrait d'examiner si l'enquête diligente par le Commissariat doit intervenir dans le cadre de la flagrance ou de l'enquête préliminaire. En effet, les faits rapportés par Monsieur R... ne semblent pas révéler d'un crime. Il conviendrait donc d'exclure l'instruction à ce stade.

La flagrance est définie à l'article 53 du Code de procédure pénale comme "le crime ou le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre". Il a résulté deux conditions :

- (i) l'apparence, lorsque la personne est poursuivie par la police publique ou en possession d'objets ou traces laissant penser qu'elle a commis ou tente de commettre une infraction ;
- (ii) la temporalité, l'infraction flagrante étant celle qui est en train de se commettre ou qui vient de se commettre dans un laps de temps très court.

En l'espèce, les faits ne donnent pas d'indication sur la date des faits reprochés à l'employeur. Il semble toutefois qu'ils se soient commis sur une certaine durée mais rien n'indique qu'il vienne de se commettre dans un laps de temps très rapproché de la plainte.

N°

1.1.6.

En outre, la plainte a été déposée le 26 janvier et l'employeur a été convoqué par une audition 15 jours plus tard. Le délai entre la plainte et les actes d'enquête exclut le cadre de la flagrance.

Le cadre d'enquête adapté est donc celui de l'enquête préliminaire des articles 75 et suivants du Code de procédure pénale.

## 2. Dans quel cadre juridique Monsieur Grandchef est-il entendu ?

Suite à la plainte de Monsieur R..., Monsieur Grandchef a été convoqué au Commissariat où il s'est rendu et a accepté d'être entendu.

Il résulte des faits que Monsieur Grandchef s'est rendu volontairement au Commissariat à la suite de la convocation reçue et qu'il a librement accepté d'être entendu.

Aucune contrainte n'a donc été exercée contre lui, ce qui exclut une audition dans le cadre d'une garde à vue, laquelle est définie comme une "mesure de contrainte" (article 62-2, Code de procédure pénale).

L'article 77 du Code de procédure pénale relatif à l'enquête préliminaire renvoie aux dispositions des articles 61-1, 61-2 par l'audition de personnes soupçonnées. Monsieur Grandchef ayant été nominativement visé dans la plainte de Monsieur R..., il est considéré comme personne soupçonnée.

L'article 61-1 du Code de procédure pénale prévoit la possibilité d'entendre "librement" la personne "à l'égard de laquelle il existe des raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction".

Ainsi, Monsieur Grandchef qui a accepté de se rendre à la convocation du Commissariat et qui est soupçonné d'avoir commis les faits reprochés par Monsieur R... est entendu dans le cadre d'une audition libre.

Dans la mesure du possible, la convocation adressée à Monsieur Grandchef devrait mentionner les faits qui lui sont reprochés et la possibilité d'être assisté d'un avocat.



### 3 - Quelles sont les formalités à respecter vis-à-vis de Monsieur Gradchev ?

Dans le cadre d'une audition libre de suspect, l'article 61-1 du Code de procédure pénale indique les formalités à respecter au cours de l'audition.

Ainsi, Monsieur Gradchev devra, avant d'être entendu, être informé des éléments suivants :

- 1<sup>er</sup> - la qualification, date et lieu présumés des faits qui lui sont reprochés
- 2<sup>o</sup> - Son droit de quitter à tout moment les locaux du commissariat,
- 3<sup>o</sup> - Son droit d'être assisté par un interprète, inscrite en l'annexe,
- 4<sup>o</sup> - Son droit de faire des déclarations, répondre aux questions, ou se taire,
- 5<sup>o</sup> - Son droit d'être assisté d'un avocat ou de bénéficier de l'aide juridictionnelle, si les faits reprochés constituent un crime ou délit punis d'un emprisonnement supérieur à un an,
- 6<sup>o</sup> - la possibilité de bénéficier de conseils juridiques.

Il devra se voir remettre le formulaire prévu à l'article 803-6 du Code de procédure pénale mentionnant les droits dont il bénéficie,

### 4 - Quelles sont les orientations procédurales envisageables ?

La procédure a été transmise au parquet de Lille par suite à donner.

En conséquence, le procureur de la République devra décider des suites à donner. A cet effet, il a les possibilités suivantes en vertu de l'article 40-1 du Code de procédure pénale :

- poursuivre
- mettre en œuvre une alternative aux poursuites
- classer sans suite.

S'agissant de faits reprochés contre une personne identifiée, dont l'adresse est connue, le demandeur devra être justifié selon des circonstances particulières. Il convient de l'exclure en l'état.

S'agissant des nouvelles alternatives aux parents des articles 41-1 à 41-2, il convient de les exclure pour les raisons suivantes :

- la composition pénale n'est pas adoptée car Maxier Grandclief ne reconnaît pas les faits qui lui sont reprochés par son employeur.
- la transaction doit être exclue car la nationalité des faits n'est pas précisément connue de sorte qu'il n'est pas certain que la pièce en cause soit relative à un acte d'agissement.

Compte tenu de l'état des constatations, il convient que le procureur de la République <sup>puisse</sup> procéder à des actes d'enquête conformément à l'article 41 du Code de procédure pénale. Il pourra ainsi requérir des officiers qu'ils procèdent à des auditions de manière à établir la nationalité des faits reprochés par chacun des protagonistes.

5 - Le délit de diffamation peut-il être retenu contre Maxier Grandclief ? Quelles actes réflexions ?

Maxier R... reproche à son employeur des propos violents et des humiliations tenus dans le cadre de l'entreprise devant ses subordonnés.

La diffamation est prévue à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 et est constituée par des imputations ou allégations portant atteinte à l'honneur d'une personne. Lorsque la diffamation est réalisée au public dans le cadre de l'article 23 de la même loi, elle est punie de 12 000 euros d'amende.



Concours : 3<sup>ème</sup> CONCOURS

Epreuve : CAS PRATIQUE DROIT PENAL A PROCEDURE PENALE

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En l'espèce, Mariar R... reproche des propos violents et humiliants. Il n'est fait état d'aucune allégation ou imputation portant atteinte à son honneur, prêté par les propos.

Le droit de diffamation ne peut pas devoir être retenu.

En revanche, s'agissant des propos violents et humiliants, ils pourraient être qualifiés d'outrage, selon la nature des propos. L'outrage est puni et réprimé par la loi de 29 juillet 1881 et elle est punissable de 12 000 euros d'amende (article 33) lors qu'elle est tenue en public. Le fait de tenir des propos injurieux à voix haute dans un lieu étendu du public caractérise la publicité (Crim. 16 mars 1981).

Par ailleurs, le harcèlement moral prévu à l'article 222-33-2<sup>code pénal</sup> doit être envisagé.

Il se caractérise par les éléments suivants :

- des propos répétés, c'est le cas en l'espèce
- ayant pour objet la dégradation des conditions de travail, ce que Mariar R... reproche en l'espèce par les humiliations,
- entraînant une altération de la santé physique ou mentale ou de nature à compromettre l'avenir professionnel : ces éléments sont caractérisés par la dégradation physique de Mariar R. attestée par témoins et certificats médicaux et la pte de son emploi.

Le harcèlement est réprimé par 2 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

N°

5/16.

Enfin, selon la nature des conséquences subies par Monsieur R, on peut se demander s'il a subi des interruptions de travail consécutives aux conditions de travail, les violences morales du fait des propos et comportements injurieux pouvant être envisagés, constitutifs de harcèlement de 4<sup>ème</sup> classe (R 624 - 1, Code de procédure pénale).

6 - Dans le cadre de la plainte de Monsieur Grandjeu l'infraction pourrait être retenue pourvu qu'il y ait dénégation calomnieuse prévue art. de 226 - 10 du Code pénal.

- Par cela :
- dénégation par tout moyen
  - dénégation à une portée de punition
  - faits totalement ou partiellement faux.

L'article 226 - 11 prévoit qu'il conviendra d'attester la fausseté des punitions et la décision sur la plainte de Monsieur R. pour décider si le fait est effectivement faux.

La diffamation ne semble pas adaptée en l'espèce en raison de l'absence de caractère public des allégations reproduites dans la plainte de Monsieur R.



